

hebdomadaire

n° 3053 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

VOUS AVEZ LA PAROLE

Pour la première fois,
les salariés des **TPE**
(Très Petites
Entreprises)
de l'artisanat,
du commerce,
des services,
des professions
libérales, de l'industrie
ont leur élection
syndicale.

AGIR événements

Une délégation de FO a
été reçue à Matignon par
le Premier ministre, dans le
cadre des consultations sur le
crédit d'impôt de 20 milliards
alloué aux entreprises.

Lire page 3

La négociation
interprofessionnelle sur
l'avenir des retraites
complémentaires vient
de commencer.

Lire page 5

Les personnels des caisses
d'allocations familiales
étaient en grève pour
protester contre le manque
d'effectifs et ses
conséquences sur les usagers.

Lire page 6

En 2012, le nombre de
postes intérimaires suppri-
més dépassera les 70 000.
Une saignée qui touche même
le personnel permanent.

Lire page 8

**UN VOTE IMPORTANT
POUR LES SALARIÉS
DES TPE**

Lire page 4

ÉLECTION TPE 2012

28 nov. au 12 déc.

Votez FO



Pour tout savoir
et tout comprendre:
www.info-tpe.fr

«UN VOTE IMPORTANT POUR LES SALARIÉS DES TPE»

Interview diffusée le 24 novembre sur France Inter dans le cadre d'Expression directe.



En guise d'éditorial

Dans quelques jours, plus de quatre millions et demi de salariés sont invités à voter pour un syndicat. Quatre millions et demi; c'est beau-coup. Qui est concerné?

J-C Maillly: Tous les salariés des très petites entreprises de moins de 11 salariés et qui ne bénéficient ni de délégués du personnel, ni de comité d'entreprise. Ce

sont des salariés qu'on rencontre tous les jours: ils travaillent dans une boulangerie, une pharmacie, un cabinet d'avocats, un garage, ou sont cadres dans une société de services également. Si ce n'est déjà fait, ils vont tous recevoir dans leur boîte aux lettres le matériel pour pouvoir voter.

Et pourquoi ce scrutin est-il si important?

J-C Maillly: Parce que c'est ce qui va, d'une certaine manière, déterminer leurs droits. Nous considérons, à Force Ouvrière, qu'il y a des très petites entreprises, mais pas pour autant de très petits droits ou de très petites élections. Ceux qui sont appelés à voter entre le 28 novembre et le 12 décembre, par internet ou par correspondance, ne vont pas élire de délégués mais doivent choisir le syndicat qui les défendra le mieux. En votant pour Force Ouvrière, leurs droits seront mieux pris en considération, à la fois par les pouvoirs publics et par les employeurs.

Concrètement, qu'est-ce que le fait d'être représentés par un syndicat peut leur apporter à ces salariés?

J-C Maillly: Justement, quand on est salarié d'une TPE, on ne bénéficie pas obligatoirement d'une couverture complémentaire santé; on n'a pas toujours accès aux Chèques-Vacances ou aux titres-restaurants. Nous voudrions que ces salariés puissent, eux aussi, acquérir ces droits. Comment les acquérir? Par la négociation. Nous avons déjà sollicité les organisations d'employeurs au niveau national sur ces questions essentielles. Et c'est par la force qu'ils donnent aux syndicats en général, mais surtout à FO, qu'on sera en situation de peser dans les négociations. Je veux d'ailleurs indiquer que, d'ores et déjà, Force Ouvrière vient de signer avec une institution de prévoyance la mise en place d'une complémentaire santé pour tous les adhérents FO. En clair, tout adhérent FO ou adhérente FO qui n'a pas de complémentaire santé, ou qui a une mauvaise couverture, va avoir accès à un tarif intéressant pour lui et ses proches.

Tous les syndicats se présentent à cette élection?

J-C Maillly: Oui, car cette élection s'inscrit dans le calcul de représentativité pour permettre à ces salariés de s'exprimer. Pour FO, il s'agit surtout que ces salariés puissent avoir de nouveaux droits. Il existe un deuxième point fort, c'est l'information. Quand on est salarié d'une TPE, on ne sait pas toujours où se renseigner pour connaître ses droits... Voilà pourquoi nous avons mis en place une plate-forme Internet –www.infotpe.fr– où ces salariés trouveront des informations sur leurs droits en fonction de leur branche professionnelle. Mais il est aussi possible de poser des questions, auxquelles nous répondons rapidement.

Comment êtes-vous sûr que ces propositions correspondent à l'attente de ces salariés?

J-C Maillly: Parce que, grâce à ce moyen et au réseau FO sur tout le territoire et toutes les professions, nous avons régulièrement des remontées du terrain. Au-delà, je me déplace fréquemment, au moins deux ou trois jours par semaine, à la rencontre des salariés de grandes entreprises, mais aussi de salariés de très petites entreprises. Et quand on discute avec eux, voire parfois avec des artisans, ils nous expliquent que beaucoup de salariés de TPE –dès qu'ils le peuvent– s'en vont travailler ailleurs parce qu'ils veulent avoir un meilleur salaire, une couverture santé ou un comité d'entreprise. Pour permettre à ces salariés de rester dans leur emploi s'ils le souhaitent ou dans l'entreprise en question, il est crucial qu'ils puissent avoir accès aux mêmes droits que ceux des grandes entreprises.

On sait qu'il y a souvent beaucoup d'abstention lors des élections professionnelles, même lorsque le vote se déroule sur le lieu de travail, pensez-vous que ces salariés vont se déplacer?

J-C Maillly: En l'occurrence, il n'y a pas obligatoirement de déplacement puisqu'il s'agit d'un vote par Internet ou par correspondance une fois le matériel reçu dans leur boîte aux lettres, ce qui d'ailleurs n'est pas sans poser de problèmes. Je sais bien que ce n'est pas toujours facile, ne serait-ce que parce qu'il faut bien percevoir les enjeux d'un tel scrutin. Mais leur vote sera un vote important pour leur avenir. Et le fait de voter pour un syndicat qui négocie de manière permanente constitue une garantie pour eux.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2
L'actualité en images.

Page 3
Consultations:
À Matignon,
syndicats et
patronat tirent à hue et à dia.
Mobilisation:
FO en meeting national
le 24 janvier à Paris.

Page 4
En guise d'éditorial,
une interview de Jean-Claude Maillly
sur France Inter
diffusée le 24 novembre:
«Un vote important pour les salariés
des TPE».

Page 5
Sécurité:
Transport ferroviaire:
Les contrôleurs poussés
à la rentabilité.
AGIRC-ARRCO:
Retraite complémentaire:
Première séance de négociation.

Page 6
Action:
Les personnels des CAF en grève.
Agroalimentaire:
Débrayage chez Candia contre les
restructurations.

Page 7
Questions à Jamal Hermes Ghibril,
présidente du Conseil libanais des
femmes:
«Les femmes souffrent, comme les
hommes, des conséquences socia-
les des politiques économiques
actuelles.»

Page 8
Emploi:
L'intérim peine à sortir du rouge.
Assises:
Les agents du ministère du Travail
débattent de leurs missions.

Page 9
Congrès UD:
En Moselle, les salariés
ne se laissent pas faire.
Congrès UD:
FO accroît sa présence
dans la Marne.

SAVOIR

Page 13
Les droits:
il ne faut pas confondre
syndicat et cabinet d'avocats.
Consommation:
Cigarette virtuelle, danger réel?

Page 14
Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15
L'esclavage des plus faibles:
Le travail des enfants.
Voix de presse:
Violences sur les femmes:
une journée particulière.

Page 16
Une sélection de livres.

Spectacle:
Complètement MARTO:
Le festival de marionnettes
pour adultes.

MONTRER

Pages 17 à 19
Huîtres:
La grande hécatombe.

DOSSIER

Pages 10 et 11
Profession de foi FO
des élections TPE.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Jamel Azzouz (8289)
Service photos: G. Ducrot (8467)

Service abonnement: V. Rigaut (8233)
Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par
01 40 52.
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 4^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

LES DROITS

L'activité syndicale: la Cour de cassation vient de se pencher sur sa définition en confirmant le jugement d'un tribunal d'instance qui avait estimé qu'elle prend en compte l'intérêt collectif, institue «la solidarité des salariés travaillant dans une même collectivité de travail, en vue de corriger les inégalités induites par le lien

de subordination du contrat de travail», et «négocie». Assistance et conseil juridique, notamment pour les prud'hommes, font partie de cette activité mais une organisation ne peut s'y cantonner exclusivement, d'autant plus si elle est rémunérée pour ce service. Et FO a été encore récemment très claire sur ce sujet.

IL NE FAUT PAS CONFONDRE SYNDICAT ET CABINET D'AVOCATS

Un syndicat ne peut avoir pour activité principale de proposer des services rémunérés de conseil juridique.

C'est ce que vient d'affirmer très solennellement la Cour de cassation dans un arrêt du 15 novembre 2012 qui bénéficie d'une large publicité notamment sur le site internet de la Cour de cassation (n° 12-27315, **FS-P+B+I**).

Cette affaire se situe dans le cadre des élections **TPE**, destinées à mesurer l'audience des organisations syndicales dans les entreprises de moins de 11 salariés, scrutin qui doit se dérouler du 28 novembre au 12 décembre 2012*.

Confirmant le jugement du tribunal d'instance de Paris 15^e en date du 29 octobre, la chambre sociale a invalidé la candidature du syndicat anti-précarité (SAP).

Dans ses statuts, le SAP indiquait faire de l'action juridique l'un des moyens d'action essentiels et proposait d'étudier les questions juridiques touchant au droit social et au droit du travail, de renseigner et d'assister les adhérents et les sympathisants en se donnant pour but de se constituer un service juridique dénommé «Secteur juridique SAP», capable de rivaliser avec les meilleurs services juridiques patronaux ou cabinets d'avocats. Les statuts indiquaient que l'objectif était de développer l'information et l'assistance ou la défense devant les tribunaux de première instance, les cours d'appel ou la Cour de cassation. Le tribunal d'instance avait relevé que l'organisation entendait tirer des ressources de «participations financières» demandées aux adhérents et aux non-adhérents pour l'étude et le suivi de leur

dossier juridique; de même le tract édité par le SAP pour présenter sa candidature dans le cadre des élections TPE faisait exclusivement état des actions juridiques menées par le SAP au profit de ses adhérents.

Le SAP soutenait que son activité n'était pas exclusivement tournée vers le conseil juridique et l'assistance devant les tribunaux et faisait valoir sa participation aux élections prud'homales de 2008 dans quatre **conseils de prud'hommes** de la région parisienne, ainsi que le fait qu'il disposait même d'un élu, qu'il participait aux élections professionnelles dans les entreprises et qu'il créait des sections syndicales.

Le tribunal d'instance n'a pas suivi ce raisonnement, estimant que l'activité du SAP s'apparentait à «l'exploitation rémunérée d'un cabinet d'avocats». Or, «cet objet est contraire à l'essence même de l'activité syndicale, qui consiste à prendre en compte l'intérêt collectif, instituer la solidarité des salariés travaillant dans une même collectivité de travail, en vue de corriger les inégalités induites par le lien de subordination du contrat de travail, de négocier, et non pas de mener quasi exclusivement des actions individuelles sur le plan judiciaire».

L'objet du syndicat SAP n'est donc pas licite; sa qualité de syndicat professionnel est donc contestable et sa candidature aux élections TPE doit par conséquent être annulée.

La chambre sociale de la Cour de cassation a confirmé en tous points le jugement du tribunal d'instance.

Au visa de l'article L 2131-1 du Code du travail, qui définit l'objet des syndicats («les syndicats

ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des droits ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des personnes mentionnées dans leurs statuts»), la Cour de cassation a fait sienne l'argumentation du tribunal d'instance jugeant illicite l'objet de ce syndicat: «L'activité de cette organisation consistait exclusivement à proposer des services rémunérés d'assistance et de conseil juridique, ce dont il résulte que l'objet de l'organisation n'est pas conforme aux dispositions de l'article L 2131-1 du Code du travail.»

Deux enseignements majeurs sont à tirer de cet arrêt:

- d'une part, concernant l'objet du syndicat, celui-ci ne peut se réduire à une activité de conseil et de défense aux prud'hommes. L'activité juridique fait certes –et c'est incontestable– partie des missions du syndicat, mais elle s'intègre à une activité syndicale globale.

- d'autre part, la gratuité de la défense aux prud'hommes est essentielle. À défaut de cette gratuité, lorsqu'une organisation entend tirer des ressources de participations financières demandées aux adhérents et aux non-adhérents pour l'étude et le suivi juridique de leur dossier, elle ne peut plus se revendiquer comme un syndicat: son activité s'apparente alors à celle d'un cabinet d'avocats.

Pour FO, la question de l'action juridique et de sa gratuité a été clarifiée depuis plusieurs années, lors des différentes résolutions de congrès confédéraux.

Le dernier congrès de Montpellier, tenu en février 2011, l'a d'ailleurs rappelé:

«Le congrès estime que l'activité juridique dans les départements est incontournable, tant en interne pour renforcer nos structures, qu'en externe, en termes d'image de Force Ouvrière et en tant qu'outil au service du développement de la CGT-Force Ouvrière» [...].

«S'agissant de l'organisation de l'action juridique au sein des structures de l'organisation, le congrès rappelle que les commissions juridiques des unions départementales doivent fédérer et organiser l'action de l'ensemble des intervenants de la «filière juridique» qui la compose, soutenir en priorité les syndicats et les adhérents et apporter l'aide nécessaire aux militants qui débutent dans leur mandat» [...].

«Le congrès réaffirme son attachement au principe d'une défense gratuite devant les conseils de prud'hommes» [...].

* <http://www.info-tpe.fr/>

FS-P+B+I

Abréviations indiquant le mode de publication d'un arrêt en Cassation et, de là, son importance. P: dans le Bulletin de la Cour de cassation, B: dans celui d'information bimensuel, pour informer rapidement les magistrats, et I sur Internet. FS signifie une formation de section, F une limitée à trois magistrats et FP une plénière de chambre.

TPE

Initiales pour Très Petite Entreprise. Sous-ensemble des PME (Petites et moyennes entreprises). Les TPE concernent plus de 4 millions de salariés.

CONSEIL DE PRUD'HOMMES

Juridiction de premier degré, compétente pour juger des litiges concernant l'exécution ou la rupture d'un contrat de travail de droit privé.

CONSOMMATION

CIGARETTE VIRTUELLE, DANGER RÉEL?

Que cache la cigarette électronique derrière son absence de fumée? Elle fait débat dans les médias et fureur dans les lieux publics, où l'on «vape» à qui mieux mieux. Le marché pèserait 10 millions d'euros aujourd'hui en France et se trouve en pleine expansion aux États-Unis. La e-cigarette est généralement fabriquée en Chine, ce qui ne rassurera guère le consommateur. Certaines sont seulement «assemblées» en France. Elle comprend de nombreux composants chimiques contenus dans le liquide qui, chauffé par une résistance ou une pile, dégage une vapeur, sous forme d'aérosol, chargée ou non en nicotine et souvent aromatisée, que l'on inhale, tandis qu'une diode rougeoie

pour donner l'illusion d'une véritable cigarette. À partir de 10 mg de nicotine, elle doit afficher un marquage CE délivré par un laboratoire agréé auprès de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM). Il arrive que de peu scrupuleux fabricants remplacent le propylène glycol (PG) par de l'éthylène glycol, bien moins onéreux, aux propriétés similaires mais aux effets nocifs prouvés. Il convient donc d'être soupçonneux quand les prix proposés défient toute concurrence. Quant au propylène glycol, utilisé dans l'alimentation, les cosmétiques, la médecine, la pharmacie et l'aéronautique (antigel), aucune étude n'a encore démontré, jusqu'à maintenant, et notamment à long terme, sa

toxicité aux doses utilisées, ce qui ne prouve pas son innocuité. L'OMS, qui considère qu'elle ne contribue pas à la lutte antitabac, et diverses agences de protection de la santé se refusent à recommander la cigarette électronique, quand elles ne la déconseillent pas, comme l'ANSM. Elle ne rencontre guère plus de soutien de la part des médecins tabacologues, dont certains entretiennent avec l'industrie pharmaceutique, grande fournisseuse de patchs nicotiniques, une certaine... dépendance.

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} juillet 2012:
9,40 euros l'heure,
soit **1 425,67 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique
depuis le 1^{er} janvier 2012:
1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012:
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1^{er} avril 2012:
9 325,98 euros par an
pour une personne seule
(777,16 euros par mois)
14 479,10 euros par an
pour un couple.
Minimum contributif majoré:
8 142,01 euros par an
pour une personne seule
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
AGIRC ET ARRCO
Valeurs des points et salaires de
référence au 1^{er} avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**
ARRCO à **1,2414 euros**

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:
23,00 euros.
Au cabinet du médecin
spécialiste:
25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

60

Depuis 2008, quelque **60 millions d'hectares** de terres africaines, soit un peu plus que la superficie de la France, ont été vendus ou concédés à très long terme à des investisseurs étrangers, selon les chiffres mêmes de la Banque mondiale, un peu gênée aux entournures car souvent partie prenante dans les financements. Parmi les principaux pays concernés se trouvent l'Éthiopie, le Sud-Soudan, la République démocratique du Congo (RDC) et le Libéria, présidé par Ellen Johnson Sirleaf, anciennement cadre de la Banque mondiale. Un quart de ce pays serait déjà sous le contrôle de sociétés étrangères, notamment du secteur du caoutchouc et de l'huile de palme, a dénoncé, en septembre 2012, un rapport d'ONG. Le comité de sécurité alimentaire mondiale de la FAO, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, a bien adopté, en juin dernier, un texte encadrant ce phénomène, mais il l'a élaboré en collaboration avec des sociétés privées concernées, et il se trouve qu'il est non contraignant...

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%
Assurance-vieillesse: 6,65%
Assurance-vieillesse déplafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%
● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%
● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €
3 enfants: 289,82 €
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,74 € de 11 à 16 ans
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997 vous ne re-
cevrez pas ces deux mayo-
rations; vous recevrez une
majoration de 63,53 € à
partir du mois suivant leur
14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
28,21 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois
qui ont précédé la rupture
du contrat de travail).

*Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.*

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

OCTOBRE 2012 DU 31/10/2011 AU 31/10/2012 DU 01/01/2012 AU 31/10/2012
+0,2% +1,9% +1,2%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

3^e trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 123,55 – évolution sur un an: + 2,15%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemni-

sation. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.